

SD/LV/SB - 2024/0333

DG 2024-502-A

DOCUMENTS/ARRETES/OCCUPATION DP COMMERÇANTS/ARRETES PERMANENTS OCCUPATION DP/  
TERRASSES CAFES+RESTOS/EN COURS/4 QUAI DE L'ASTREE  
(LE DOLMEN EX MARIE DE BRETAGNE/ BLEUZE/0333AM.DOCX

## LE MAIRE DE MONTBRISON

- VU la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,
- VU la loi du 1<sup>er</sup> janvier 2008 instaurant l'interdiction de fumer dans les cafés et restaurants,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2000-074 en date du 10 avril 2000 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,
- VU l'arrêté préfectoral n° 341-2013 du 26 juillet 2013 portant réglementation de la police des débits de boissons et restaurants dans le département de la Loire et fixant les périmètres de protection,
- VU les articles L.2122-22, L.2122-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
- VU le code de la voirie routière et notamment son article L.113-2,
- VU l'arrêté de circulation urbaine du 26 janvier 1981 visé le 2 février 1981,
- VU les arrêtés municipaux, temporaires et permanents, postérieurs à l'arrêté de circulation urbaine précité, réglementant la circulation et le stationnement sur l'agglomération,
- VU l'arrêté municipal n° 2019/0149 en date du 19 février 2019 portant notamment nouvelle appellation des différentes catégories de terrasses et approuvant l'établissement par la ville de Montbrison d'une charte « TERRASSE »,
- VU les délibérations du conseil municipal approuvant chaque année les tarifs communaux pour l'année suivante et notamment ceux relatifs à l'occupation du domaine public,
- VU l'arrêté municipal n° 2022/0375 en date du 19 avril 2022 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public délivré à Madame Martine PIGEON, pour une terrasse extérieure dans le cadre de son activité professionnelle et commerciale de restauration dénommée « Marie de Bretagne », sise 4 quai de l'Astrée,
- CONSIDERANT la reprise de l'établissement susvisé depuis le 26 mars 2024 par Monsieur Thomas BLEUZE, représentant l'EURL TRILILI, domiciliée à MONTBRISON - 4 quai de l'Astrée et qu'il y a lieu de rédiger un arrêté municipal autorisant Monsieur Thomas BLEUZE à occuper le domaine public dans les mêmes conditions que Madame Martine PIGEON,
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de réglementer, définir les conditions d'implantation, de délivrance et de fonctionnement des emprises de terrasses ou d'étalages autorisées sur le domaine public pour les exploitants de débits de boissons, restaurants et autres établissements similaires et pour les commerçants,
- CONSIDERANT qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté et la commodité du passage sur la voie publique que la tranquillité publique,

## A R R E T E

### ARTICLE 1 : DISPOSITIONS COMMUNES

#### 1 - IMPLANTATION des TERRASSES ou des ETALAGES

La commune délivre des autorisations d'occupation du domaine public afin d'y placer une terrasse ou un étalage dans la mesure où la topographie rend possible ce dispositif.



- EMPRISE SUR LE TROTTOIR

L'installation doit laisser constamment une largeur minimum libre de tout obstacle réservée à l'usage des piétons.

- EMPRISE SUR VOIRIE ET EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT

Un passage dit « de sécurité » et d'accessibilité pour les véhicules de secours d'une largeur suffisante sera obligatoirement préservé en tous lieux et à tout moment.

Cet impératif d'accès pour les engins de secours implique parallèlement l'interdiction de tout dispositif fixe et non mobile.

Les autorisations seront accordées uniquement au droit de l'établissement suivant une surface définie conjointement entre le bénéficiaire et la commune, en aucun cas devant une porte cochère, un dégagement.

Ces implantations ne doivent en aucun cas être disposées sur un plancher sauf dérogations exceptionnelles.

Conformément au code de l'urbanisme, toute installation fixe ou non, tendant à fermer l'espace est soumise à autorisation préalable du service de l'urbanisme.

## 2 - INSTRUCTIONS DES DEMANDES ET DELIVRANCE DES AUTORISATIONS

Sur demande écrite adressée au Maire, les établissements pourront bénéficier d'une autorisation d'occupation du domaine public sous réserve des dispositions précédentes.

Les autorisations ainsi accordées sont délivrées à titre personnel et devront être renouvelées à chaque changement d'exploitant, lequel ne bénéficie pas automatiquement de l'autorisation.

Ces autorisations, non cessibles, sont délivrées à titre PERSONNEL, PRECAIRE et REVOCABLE à tout moment pour motif d'ordre public ou d'intérêt général et pourront en cas de nécessité être suspendues dès lors que les manifestations ou des travaux l'exigeront, sans que les bénéficiaires puissent prétendre à indemnité.

En outre, elles ne constituent en aucun cas un droit de propriété commerciale et elles ne peuvent être concédées ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction.

## 3 - HORAIRES D'EXPLOITATION

Afin de permettre le passage des véhicules chargés de l'entretien du domaine public, l'installation du mobilier des terrasses de plein air et des étalages est autorisée à compter de 7 heures.

Pendant la durée déterminée (annuelle ou saisonnière), l'exploitation des terrasses sera autorisée jusqu'à 1 heure 30 (exception faire des dates prévues dans l'arrêté préfectoral n° 2000-074 en date du 10 avril 2000).

Toutefois, en fonction de diverses contraintes, la commune se réserve la possibilité d'édicter des horaires plus restrictifs ou de ne pas autoriser la terrasse ou l'étalage.

- EMPRISE SUR LE TROTTOIR

L'installation doit laisser constamment une largeur minimum libre de tout obstacle réservée à l'usage des piétons.

- EMPRISE SUR VOIRIE ET EMBLEMES DE STATIONNEMENT

Un passage dit « de sécurité » et d'accessibilité pour les véhicules de secours d'une largeur suffisante sera obligatoirement préservé en tous lieux et à tout moment.

Cet impératif d'accès pour les engins de secours implique parallèlement l'interdiction de tout dispositif fixe et non mobile.

Les autorisations seront accordées uniquement au droit de l'établissement suivant une surface définie conjointement entre le bénéficiaire et la commune, en aucun cas devant une porte cochère, un dégagement.

Ces implantations ne doivent en aucun cas être disposées sur un plancher sauf dérogations exceptionnelles.

Conformément au code de l'urbanisme, toute installation fixe ou non, tendant à fermer l'espace est soumise à autorisation préalable du service de l'urbanisme.

## 2 - INSTRUCTIONS DES DEMANDES ET DELIVRANCE DES AUTORISATIONS

Sur demande écrite adressée au Maire, les établissements pourront bénéficier d'une autorisation d'occupation du domaine public sous réserve des dispositions précédentes.

Les autorisations ainsi accordées sont délivrées à titre personnel et devront être renouvelées à chaque changement d'exploitant, lequel ne bénéficie pas automatiquement de l'autorisation.

Ces autorisations, non cessibles, sont délivrées à titre PERSONNEL, PRECAIRE et REVOCABLE à tout moment pour motif d'ordre public ou d'intérêt général et pourront en cas de nécessité être suspendues dès lors que les manifestations ou des travaux l'exigeront, sans que les bénéficiaires puissent prétendre à indemnité.

En outre, elles ne constituent en aucun cas un droit de propriété commerciale et elles ne peuvent être concédées ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction.

## 3 - HORAIRES D'EXPLOITATION

Afin de permettre le passage des véhicules chargés de l'entretien du domaine public, l'installation du mobilier des terrasses de plein air et des étalages est autorisée à compter de 7 heures.

Pendant la durée déterminée (annuelle ou saisonnière), l'exploitation des terrasses sera autorisée jusqu'à 1 heure 30 (exception faire des dates prévues dans l'arrêté préfectoral n° 2000-074 en date du 10 avril 2000).

Toutefois, en fonction de diverses contraintes, la commune se réserve la possibilité d'édicter des horaires plus restrictifs ou de ne pas autoriser la terrasse ou l'étalage.

## ARTICLE 2 : DISPOSITIONS INDIVIDUELLES

1 - Monsieur Thomas BLEUZE, exploitant de l'établissement « LE DOLMEN », est autorisé à occuper le domaine public à proximité de son établissement sis 4 quai de l'Astrée (emplacement précisé à l'alinéa 2 / cf plan/photo annexée).

2 - Une surface de **35 m<sup>2</sup>** quai de l'Astrée (esplanade surplombant le Vizézy) est réservée pour installer une terrasse catégorie : « MOBILE OUVERTE / berges du Vizézy ».

3- Le trottoir devant l'établissement devra être laissé libre à la circulation piétonne lors de l'utilisation de l'espace public en configuration du plan annexe 1 ;

4 - La présente autorisation est valable du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année et est renouvelable par tacite reconduction.

5 - Toute forme de publicité (panneau d'appel ; menus ; publicité ...) ou matériels divers devront être inclus à la surface allouée.

6 - Monsieur Thomas BLEUZE, exploitant de l'établissement « LE DOLMEN », s'engage, dès lors que le présent arrêté municipal lui a été notifié, à respecter les dispositions du présent arrêté, notamment les emplacements et les dimensions de l'espace public qui lui est alloué.

7 - Monsieur Thomas BLEUZE s'engage à entretenir quotidiennement l'espace public qui lui est concédé.

## ARTICLE 3 : MANIFESTATIONS ET/OU EVENEMENTS PONCTUELS

- Toute demande d'extension exceptionnelle de terrasse devra être faite par écrit et fera l'objet d'un arrêté municipal distinct.

## ARTICLE 4 : REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

- Le titulaire de la présente autorisation s'engage à régler le montant de la redevance en vigueur due au titre de l'occupation du domaine public, catégorie « MOBILE OUVERTE / berges du Vizézy ».

ARTICLE 5 : le présent arrêté municipal abroge et remplace les dispositions de tous les arrêtés municipaux antérieurs qui ont pu être dressés pour ledit établissement.

## ARTICLE 6 : RECOURS

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de LYON dans un délai de 2 mois à compter de sa notification par voie postale ou internet.

## ARTICLE 7 : PUBLICATION

Le présent acte sera publié sur le site Internet de la commune à compter du

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur général des services, Madame la Lieutenant commandant la brigade de Gendarmerie de Montbrison et Monsieur le chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le chef de la Police Municipale,
- Brigade de Gendarmerie de Montbrison,
- Etablissement « LE DOLMEN - 4 quai de l'Astrée / ledolmen42@icloud.com,
- Direction FINANCES,
- Direction Population / recueil des actes administratifs.

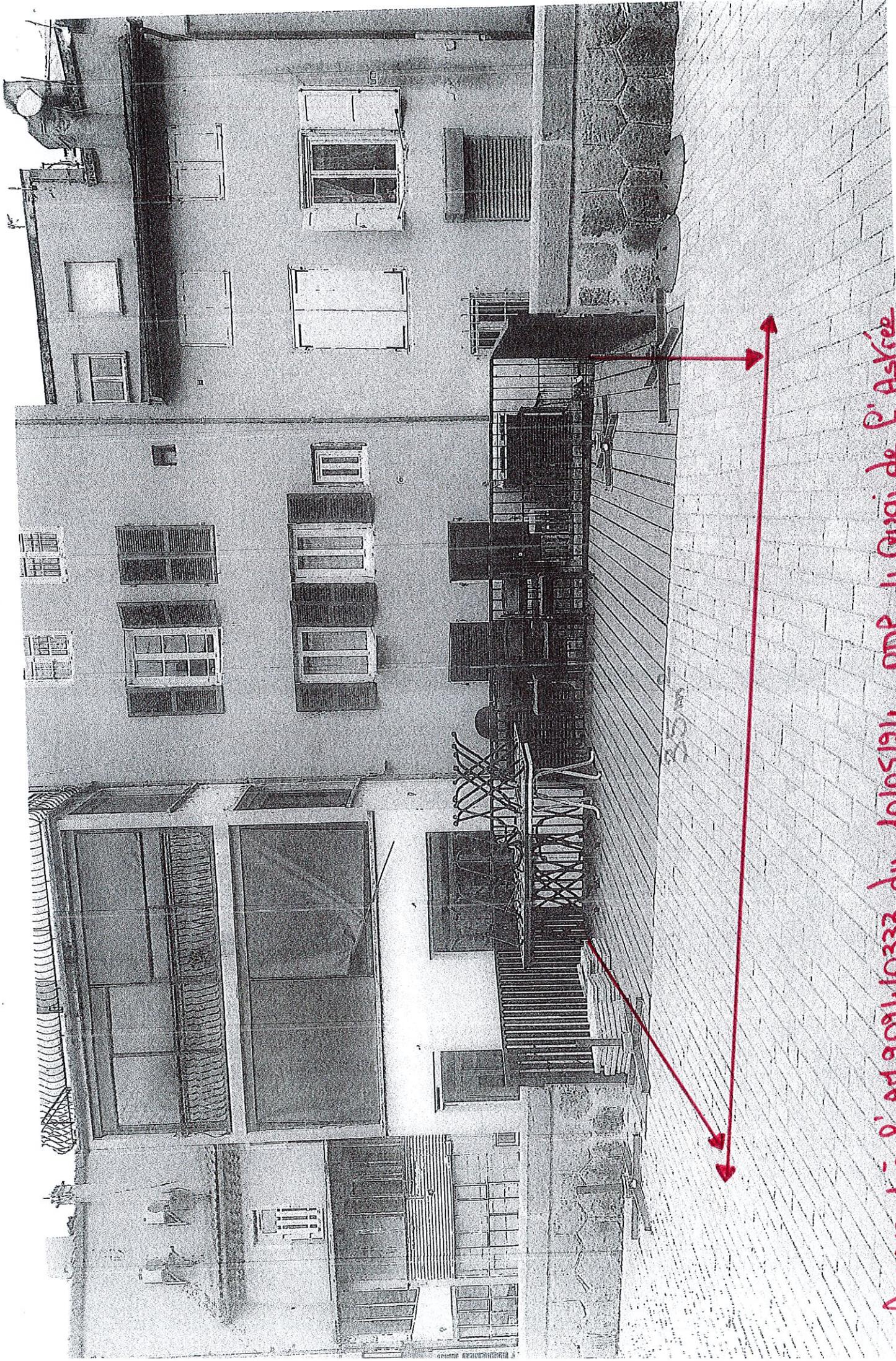
Notifié à l'intéressé

Le

(signature)



Le 10 mai 2024  
Pour Monsieur le Maire,  
Luc VERICEL  
Conseiller municipal délégué



Annexe 1 à l'AD 2024/0333 du 10/05/24 - ODP 4 Quai de l'Askrée